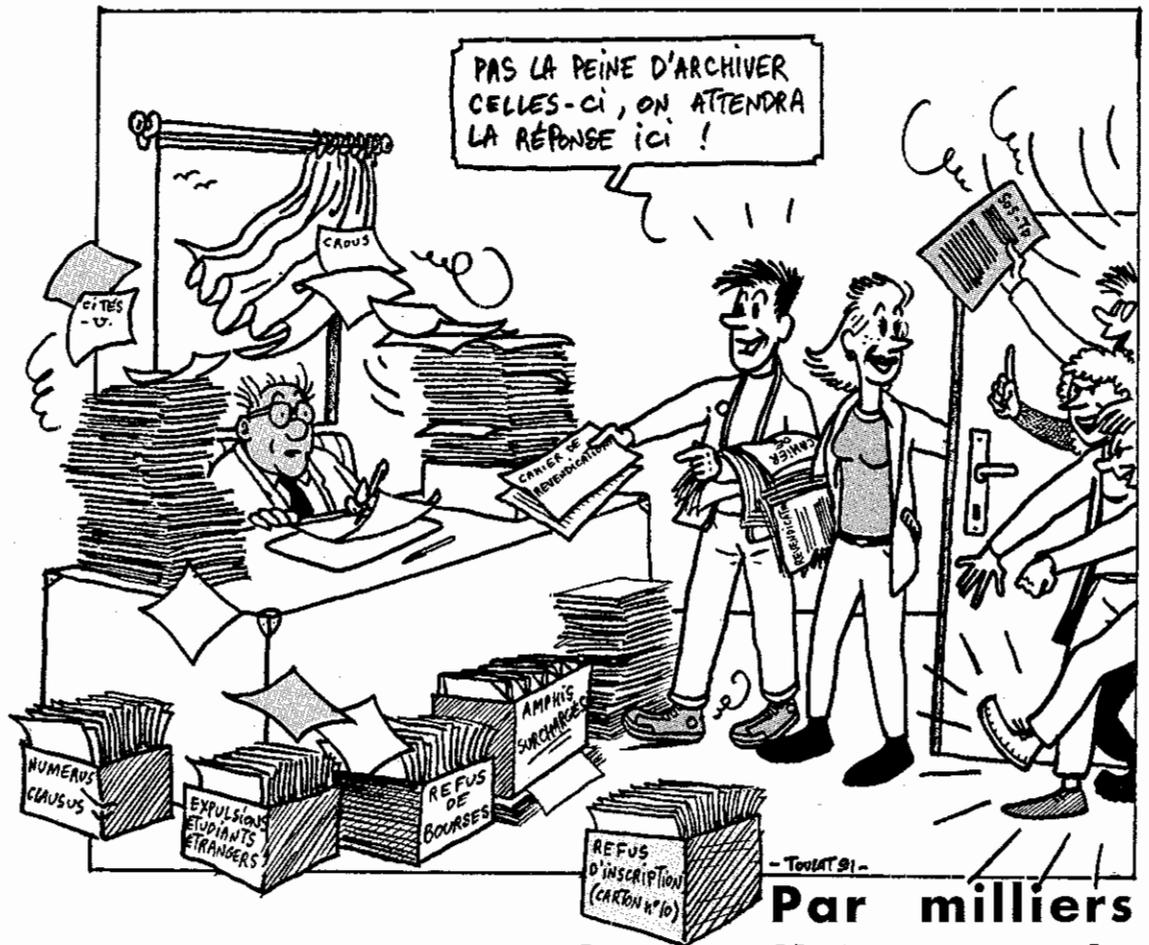


75^{ème} congrès de l'UNEF

ÇA NE PEUT PLUS DURER !



**Par milliers
les adhérents de
l'UNEF discutent et
agissent**

Texte destiné à la discussion préparatoire au congrès

UN CONGRÈS DE RIPOSTE ET DE CONQUÊTE

P R É A M B U L E

Les 6, 7 et 8 décembre, l'UNEF tient son 75ème Congrès.

Un Congrès de riposte aux mesures infernales qui enfoncent nos études dans le marasme et la sélection sociale ; un Congrès de conquête pour imposer le droit d'étudier dans des conditions dignes de notre époque, le droit de choisir notre formation, le droit à la justice sociale.

Un Congrès pour renforcer l'UNEF, pour disposer d'une organisation bien à nous, encore plus combative, plus efficace, plus démocratique, plus utile que jamais pour nous défendre.

Ce Congrès, c'est le tien et celui de tous ceux qui ont fait le choix de rejoindre l'UNEF ; les décisions qu'il prendra, elles t'appartiennent ; les luttes qu'il engagera, ce sont celles que tu auras proposées et discutées. Ton avis, tes idées, tes révoltes, tes préoccupations, c'est ce qui compte le plus. Exprime-les, par écrit, par oral, en assemblée d'association ou au niveau national, c'est l'objectif du texte que tu as entre les mains : discuter de tout, et agir contre tout ce qui porte atteinte à nos études. Et quand il faut agir, lutter pour gagner, on ne souffre jamais de trop d'idées. Au contraire : ton audace, ton imagination, ta créativité, c'est ce dont l'UNEF a le plus besoin.

Depuis son 74ème Congrès à Toulouse, l'UNEF a pris une place nouvelle à l'université. Les progrès de notre syndicat ont permis de lancer la riposte et de marquer des points.



1ère PARTIE :

CA NE PEUT PLUS DURER !

“Y’en a marre”, tout le monde le dit. Dans les amphis ou au restau-U, dans les cités ou en bibliothèque, qu’on soit en fac de sciences ou en BTS, en DEA d’Histoire ou en DEUG de Droit, le mécontentement est réel.

Toujours plus de difficultés pour nos études, toujours plus de sacrifices. Le sentiment que “CA NE PEUT PLUS DURER” est aujourd’hui largement partagé. C’est une donnée essentielle de cette rentrée.

1 - NOTRE COLERE EST LÉGITIME

D’ailleurs, comment pourrait-il en être autrement ?

Comment ne pas réagir face à tant de problèmes ? Il faudrait les nier. Ou pire, y trouver du plaisir.

Seulement voilà, ce qui nous détermine, c’est d’obtenir une bonne formation, qualifiante et d’un haut niveau. Alors là, on ne rigole plus : pas question de laisser sacrifier nos études !

■ “Le coup monté” des inscriptions

Ca ne peut plus durer quand, bac en poche on s’entend dire : “Plus de place pour vous”

Cette année encore, l’acharnement à sélectionner à l’entrée des facs a franchi un cap. Avec le minitel, les commissions pédagogiques et les numerus-clausus, c’est un dispositif méticuleux pour diviser, décourager, trier et éjecter les étudiants, qui a été mis en place.

“Ravel l’arnaque”, comme l’ont surnommé les bacheliers en lutte à Paris, n’a qu’un objectif : gérer le manque de place sans débloquer de moyens supplémentaires.

Si des files d’attente ont disparu, c’est la pire des solutions qui a été choisie : celle qui consiste à interdire d’études des milliers d’étudiants, à remettre en cause le droit de choisir sa formation et son université.

■ L’année de toutes les hausses

En région parisienne, on estime qu’un bachelier sur deux n’a pas eu sa place dans la fac et la filière de son choix

Cette année est celle de tous les records : hausse des droits d’inscription, des mutuelles et de la sécu étudiante, du prix du ticket de restau-U, du loyer en cité-U.

Bref, c’est toujours aux mêmes de passer à la caisse !

Que penser de l’attitude de la MNEF qui, dans un tel contexte, multiplie les pressions pour faire payer la sécurité sociale étudiante aux 18-20 ans ?

■ Casse de l’aide sociale

Ça ne peut plus durer quand, par dizaines de milliers, les étudiants sont asphyxiés financièrement et se demandent s’ils pourront s’en sortir.

C’est l’enfer des petits boulots, la galère pour joindre les deux bouts, entre les impératifs liés à nos études et la nécessité de travailler pour vivre

Les élections au CROUS ont reflété l’exigence de plus de justice sociale. Le ministère a dû ainsi s’engager à augmenter de 10 % le nombre de boursiers. Non seulement rien n’est perceptible en cette rentrée mais le gouvernement nous propose d’aller plus loin dans la sélection par le fric.

Tu as des difficultés financières ? La Commission Sociale d’Etablissement décidera si tu as droit à une bourse, un prêt, ou à un peu des deux. Tu n’auras pas à donner ton avis, contraint à t’endetter avant même d’entrer dans la vie professionnelle. Financer soi-même ses études en les payant deux fois plus cher, voilà la belle idée de Jospin. C’est tout déficit pour les étudiants et tout bénéfice pour les banques !

Tu es dans une cité-U délabrée, où il y a cinq douches pour trente résidents, tu vis entre l’armoire et le lavabo ? Tu voudrais vivre dans des conditions décentes, mais les nouveaux logements universitaires sont privés et leurs loyers trop élevés

Quant à nos restau-U, ils ont une seule qualité : ils font l’unanimité sur la médiocrité des repas et du service : files d’attente, hausse des tarifs, diminution du nombre de plats. Tout est fait pour te pousser vers les cafets privées ou à suppléments

■ Des conditions d’études de plus en plus insupportables

Ça ne peut plus durer lorsque nos conditions d’études ne nous permettent pas d’étudier dans des conditions décentes

Il manque des profs, les TD prennent de plus en plus la forme de cours magistraux tant le nombre d’étudiants y est élevé, on se bouscule dans les amphis pour trouver une place assise, les bibliothèques manquent d’ouvrages, le personnel ATOSS et l’administration sont débordés pour cause de sous-effectif... la liste serait

Les droits d’inscription ont augmenté cette année de 20%. C’est la plus forte hausse depuis 10 ans. Il faut y ajouter, pour la première fois, 500 Frs supplémentaires pour les MST et les MIAGE, et 1 000 Frs pour les thèses et doctorats. L’UNEF propose depuis longtemps une véritable gratuité de l’Enseignement Supérieur (zéro franc). Qu’en penses-tu ?

Deux demandes sur trois de logement universitaire sont refusées chaque année. L’UNEF demande la construction de 200 000 nouveaux logements étudiants.

Depuis 1981, l’Etat s’est considérablement désengagé des resto-U : En 1981, pour chaque repas l’Etat payait 5,60 Frs (comme l’étudiant). En 1991, le prix du ticket est passé à 11,50 Frs. L’Etat lui, ne paye plus que 7,40 Frs

■ Une formation au rabais

On ne peut plus tolérer que notre formation soit sans arrêt dévalorisée

De plus en plus, des profs du secondaire enseignent dans les universités. N'avons nous pas le droit à des enseignants-chercheurs ?

On ne nous demande jamais notre avis sur le contenu de nos cours, le pluralisme est mis à mal.

Le contrôle continu se résume aux partiels de février et les examens sont plus une sanction qu'un contrôle de nos connaissances.

Et que penser de ces stages bidons, non-rémunérés, que l'on nous fait faire soi-disant pour mettre en pratique nos connaissances ?

■ Pas le droit à l'erreur

Le système éducatif est devenu un parcours fléché dans lequel le jeune n'a pas droit à l'erreur : c'est la croix et la bannière pour obtenir un transfert ou une dérogation

D'ailleurs, derrière cette notion "d'individualisation des parcours" ne cherche-t-on pas à rendre chacun de nous responsable de son propre échec, à nous culpabiliser, à nous dessaisir de nos droits acquis ?

■ IUFM, IUT, BTS

Quant à ceux qui se dirigent vers les métiers de l'enseignement, et nous sommes nombreux à le vouloir, comment ne pas être mécontent lorsqu'on se voit "sucrer" son allocation, comme c'est le cas avec les nouveaux "IUFM" pour cinq étudiants sur six ?

Le fonctionnement des IUFM n'est toujours pas clairement défini et les structures d'accueil sont franchement insuffisantes.

Comment s'étonner qu'un étudiant sur deux abandonne en cours, cette formation ?

Enfin les BTS et les IUT sont l'objet d'une sélection féroce. Comment ne pas rager quand on y travaille sur du matériel vieillot et dans la pénurie ? Comment ne pas se sentir vendu aux patrons par le biais des stages non rémunérés où l'on nous exploite sous prétexte d'esprit d'entreprise ? Et que penser de cette pratique humiliante qu'est le bizutage ?

2 - POURQUOI TANT DE DIFFICULTÉS, TANT DE BARRAGES À SURMONTER ?

■ Sommes nous trop d'étudiants en fac ?

● Devrait-on sélectionner davantage pour réduire les effectifs ?

trop d'étudiants ?

C'est tout le contraire, nous le savons d'expérience. L'augmentation des droits d'inscription, c'est ce qui renforce la sélection sociale. Ravel et la sélection, c'est ce qui nous prive du choix de notre formation. Et, en réalité, qui prétendra que, pour un pays moderne, l'aspiration des jeunes à se former puisse être un handicap et non une formidable chance ?

■ Est-ce que cela prépare l'avenir ?

On entend dire aussi : "c'est vrai que vous n'êtes pas vernis, mais il vaut mieux faire un effort sur le long terme, plutôt que de colmater les brèches ; votre génération doit bien essuyer les plâtres !"

Mais de quel droit accepterions-nous d'être une génération sacrifiée ?

Et à qui fera-t-on croire que, lorsqu'on ne recrute pas de profs, lorsqu'on ne modernise pas le matériel de TP, lorsqu'on ne construit pas de nouvelles cités-U, lorsqu'on aggrave les inégalités sociales, on prépare l'avenir des autres générations ?

■ Nos études ont besoin de plus de moyens

En réalité, nous le savons bien, si nos facs avaient plus de profs, plus de moyens, on n'en serait pas là, les choses seraient bien différentes.

Voilà pourquoi nous avons raison de revendiquer des crédits d'urgence et l'augmentation du budget de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche.

3 - IMPOSSIBLE D'ACCEPTER CE QU'ON NOUS PRÉPARE

■ Chacun peut le voir : les choix du gouvernement vont tous dans le même sens

Regardons les choses telle qu'elles se passent : les prêts bancaires, les cafets privées, les logements privés ? Ils se développent. N'ouvre-t-on pas ainsi en grand le marché de la protection sociale étudiante aux affairistes, aux banquiers et aux spéculateurs ?

Aujourd'hui, on multiplie les antennes délocalisées financées par les collectivités locales et les chambres patronales. Selon leur lieu géographique, elles se trouvent plus ou moins bien pourvues de moyens. N'est-ce pas favoriser une formation à plusieurs vitesses où la qualité et la modernité seraient réservées à une élite pendant que les autres vivraient des conditions d'études toujours plus désastreuses ?

Et la sélection à l'entrée de la fac, les refus de dérogation, la casse de certaines filières ? N'est-ce pas jouer le jeu des BTS privés ou

Le budget de l'Enseignement supérieur représente 0,5% du PIB, ce qui place la France en queue des pays développés d'Europe ; par exemple en RFA, il représente 1,5% du PIB

Antennes délocalisées ? Et si on créait plutôt de véritables universités nouvelles, avec leurs infrastructures (R-U, B-U, cités-U...) et en donnant le droit de parole aux étudiants ?



pour mieux livrer tous les secteurs de la formation au privé ?

Naturellement, le gouvernement, comme tout le monde, est bien obligé de prendre la mesure de notre colère : du coup, il évite d'avancer une réforme globale, mais opère par petites touches ou par décrets. Bout par bout, l'air de rien, il fait ainsi avancer sa politique

■ **Fac par fac, filière par filière, une politique de sélection se met en place.**

Mais il faut bien le constater, toutes ces mesures ont une cohérence.

Elles aboutissent toutes à l'éclatement des formations, la création simultanée de filières parkings, sans débouchés et de filières d'élites, hautement professionnalisées et à l'accès très sélectif. C'est la réforme des premiers et seconds cycles qui entre en discussion dans nos universités et qui vise à faire cohabiter, à l'intérieur même du système universitaire, des formations à plusieurs vitesses.

Hors de question d'accepter ce diplôme bidon que serait le "certificat de fin de lère année", la suppression programmée de plusieurs dizaines de filières comme AES ou Communication, l'installation des IUP tels qu'ils sont conçus, la soumission de la formation professionnelle aux exigences de rentabilité à très court terme...

Contractualisation :
derrière ce mot barbare
se cache la
"diversification des
ressources" des
universités, c'est à dire le
contrôle par les chambres
patronales et les conseils
régionaux des choix et
des contenus des filières.
A la clef : toujours plus de
sélection.

2ème PARTIE :

TOUS ENSEMBLE, RIPOSTER !

Quand on nous somme de laisser sacrifier nos études, quel autre moyen avons-nous pour faire valoir nos droits, pour défendre nos intérêts, que de riposter ?

1 - QUAND ON RIPOSTE, ÇA PAYE !

Chacun de nous en fait l'expérience : pour se faire respecter, il n'y a rien d'autre à faire que de tenir tête à ceux qui nous sélectionnent. Sans l'action, jamais rien n'a été concédé : ni un dédoublement de cours, ni une construction universitaire, ni une inscription en fac, ni une bourse d'étude...

En revanche, les luttes ont souvent permis de faire avancer nos droits: le droit de parole et les libertés syndicales en 1968, le retrait du projet Devaquet en 1986, beaucoup d'entre nous ont arraché 4,5 milliards l'an dernier pour leurs lycées. Mais aussi cet été, 2 000 inscriptions en fac ont été arrachées : quelle claque à Ravel l'arnaque ! Des locaux supplémentaires ont été construits, Jospin a dû s'engager à augmenter les bourses de 10% et en promettre la mensualisation.

Et l'on ne compte plus le nombre de nos copains étrangers sauvés d'une expulsion grâce à la solidarité. De la douche remise à neuf dans une cité-U aux créations de postes de profs dans une UFR, il a fallu se battre et ça a été payant. La riposte des étudiants, c'est ce que les mandarins, les bureaucrates et les ministres de tout poil ont le plus à craindre.

2 - COMMENT RIPOSTER ENCORE PLUS FORT ?

Imaginons que l'on soit prêt à tout accepter. Etudier dans les couloirs, payer des droits d'inscription indexés sur Wall Street, échanger nos bourses contre des prêts. Alors s'en serait déjà fini depuis longtemps de nos droits et de nos acquis.

Mais en réalité, notre force à nous, les un million sept cent mille étudiants, c'est cette formidable exigence de formation qui nous anime, cette volonté de réussir nos études, cette aspiration à la justice sociale, l'espoir de pouvoir entrer de plein pied dans le XXIème siècle.

Nous ne voulons pas nous laisser voler notre vie, mais au contraire

En novembre et décembre 90, à Besançon, les étudiants exigeaient que les locaux de l'ex-commissariat Goudimel soient attribués à leur fac. Après plus d'un mois d'occupation, ils viennent enfin de gagner



■ **"S'y mettre tous ensemble ? Belle idée, mais souvent c'est dur !"**

C'est vrai que parfois c'est dur. Nos copains d'amphi, on a parfois l'impression qu'ils "s'en foutent", comme ils disent. La plupart surtout "n'y croient pas". Alors, "à quoi bon", nous demandent-ils ? La vérité, ce n'est pas qu'ils sont satisfaits de leurs conditions d'études ; comme chacun de nous, ils sont dégoutés, écœurés même, mais ils doutent de l'efficacité de l'action et ils ne sont pas persuadés que ça pourrait être autrement. Ils sont tout simplement accablés par un fort sentiment d'impuissance.

Qui d'entre nous ne se demande pas parfois : "à quoi ça sert de lutter, de toute façon on n'y arrivera jamais ?".

Pour autant, avec l'aggravation des injustices, leur sentiment de révolte grandit. Et beaucoup ont fait, ou peuvent faire l'expérience que l'action unie, le "tous ensemble", c'est efficace.

■ **"Mais nous sommes trop différents pour pouvoir nous rassembler !"**

Nous sommes divers ? C'est vrai. Nous n'avons pas tous la même sensibilité, ni les mêmes opinions. Nous n'appartenons pas forcément aux mêmes associations. Nous n'avons pas non plus tous les mêmes problèmes, nous ne vivons pas les mêmes situations. Et puis tout le monde ne réagit pas de la même façon devant les injustices. Et alors ? Est-ce un obstacle pour agir ensemble ? Ou au contraire, est-ce un atout pour riposter à tous les mauvais coups, sans aucune exception, un atout pour rassembler toujours plus de monde ?

■ **La démocratie, le meilleur rempart contre la récupération et contre le découragement**

Mais pour s'y mettre ensemble alors il faut jouer le jeu, sans tricher.

C'est à dire décider toujours tous ensemble de tout : des revendications, des formes d'actions, du moment de l'action, de nos représentants dans les délégations, les coordinations, etc...

Bien sûr, décider à quelques-uns, c'est parfois plus simple, mais ça n'est pas démocratique : c'est donc moins juste, et finalement moins efficace.

La démocratie dans la lutte, c'est le seul moyen de tenir bon, y compris face à l'intransigeance d'une administration ou d'un ministre. On l'a bien vu pendant le mouvement lycéen ; ou encore, pendant les inscriptions des bacheliers en juillet ou septembre.

Plus on est à décider, à agir, à avoir la maîtrise de l'action, plus on est fort pour déjouer les manœuvres, les divisions et les tentatives

Oui, décidément, en toute circonstance, les pratiques de "délégation de pouvoir", comme on dit, sont à banir.

■ **Personne ne peut décider d'avance sur quoi se battre**

Jouer le jeu de la démocratie, c'est aussi considérer que tout le monde ne souhaite pas se battre pour ou contre les mêmes choses : chacun de nous a un copain ou une copine exaspéré(e) surtout par la file d'attente au restau-U, ou surtout révolté(e) de ne jamais trouver le livre dont il(elle) a besoin en bibliothèque universitaire, ou surtout scandalisé(e) par un amphi surchargé.

Il faut le prendre en compte : l'aggravation de la sélection sociale, la dégradation du cadre de vie, des conditions d'études, la pénurie des universités. Tout cela est vécu diversement par chacun de nous et par chacun des étudiants.

■ **"Mais si chacun se bat pour sa chapelle, ne risque-t-on pas de se disperser ?"**

Au contraire, c'est en ferraillant pied-à-pied sur chaque problème que l'on donne un coup de frein à la sélection, et que l'on donne consistance à nos revendications. C'est la garantie que l'on ne nous aura pas par des grands discours démagogiques ou des effets d'annonce, mais qu'au contraire on ne se démobilisera pas tant que la réponse concrète au problème qui motive notre action n'aura pas été apportée.

La cohérence et la force de toutes ces batailles résident dans l'exigence que soient stoppés les projets sélectifs et débloqués des crédits d'urgence.

En retour, exiger l'augmentation du budget, des crédits d'urgence, plus de moyens pour nos facs, cela ne donne-t-il pas la perspective de pouvoir gagner vraiment sur chaque revendication ?

3 - DANS CHAQUE FAC, CRÉONS DES BUREAUX DE LUTTE POUR L'OBTENTION D'UNE BOURSE

Pourquoi, par exemple, tout en mobilisant contre le système des prêts bancaires, ne pas se battre avec tous ceux qui ont besoin d'une bourse pour qu'elle leur soit attribuée réellement ?

Des milliers d'étudiants, comme beaucoup d'entre nous, ont des études qui coûtent cher, mais ne bénéficient pas d'une aide sociale. Obligés de faire des jobs de-ci de-là, ils s'épuisent et s'inquiètent pour la réussite de leurs études. Et ils s'interrogent: "m'endetter, est-ce la solution ?" Le piège des prêts bancaires, c'est eux qu'il menace.

Le bureau de lutte pour obtenir une bourse, ça te concerne ? Alors, n'hésite pas, inscris-toi

POUR MOI AUSSI, UNE BOURSE

NOM :
PRÉNOM :
ADRESSE :

TEL :
UNIVERSITÉ :
MOTIF DE REFUS DE BOURSE :

Renvoie ce bulletin au local de

En allant du bureau des bourses au bureau du Recteur, en passant par celui des assistantes sociales et la Commission Sociale d'Établissement, donnons-nous les moyens d'arracher une aide financière d'urgence ! Voilà quel pourrait être le rôle des Bureaux de Lutte pour l'Obtention d'une Bourse.

■ **Dans chaque TD, faisons circuler des cahiers de revendications**

Pourquoi encore, tout en mobilisant pour gagner des crédits d'urgence, ne pas faire circuler des cahiers de revendications ? Quel moyen formidable d'écrire et de faire écrire à nos copains tout ce qu'on a sur le cœur : nos révoltes, nos idées pour s'en sortir, nos propositions d'actions. Cela ne permettrait-il pas de découvrir des revendications communes, qu'on ne soupçonnait peut-être pas ; de décider, TD par TD, d'actions à mener ; de résoudre plein de problèmes en construisant un mouvement de riposte diversifié et combatif ?

N'est-ce pas cela, défendre nos intérêts ? Pouvoir se battre aussi bien pour agrandir une BU, pour équiper un labo de langue, remplacer des consoles d'ordinateur, que pour obtenir une bourse ou une chambre en cite-U, annuler l'augmentation des droits d'inscription, empêcher l'expulsion d'un copain étranger, abroger la loi Joxe-Pasqua... ?

Ce qui compte, pour chacune de ces questions, c'est le rapport de forces qu'on crée. Et ça, ça dépend de chacun de nous. Dans le TD, comme au niveau national.

4 - ÉLECTIONS UNIVERSITAIRES : QUEL EST LE VÉRITABLE ENJEU ?

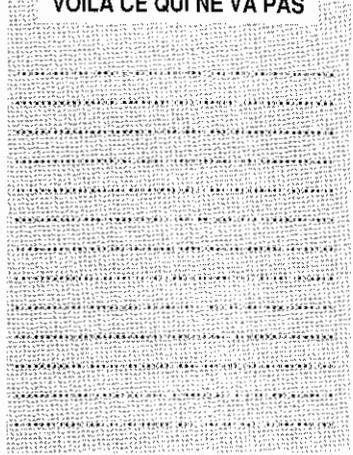
■ **Un sacré moyen de se faire entendre**

Ainsi, chaque fois qu'on peut se faire entendre, ça compte. On l'a bien vu en mars 91, lorsque les progrès de l'UNEF dans les élections aux CROUS ont été aussitôt suivis de concessions de Jospin sur les bourses.

Les élections universitaires, c'est un acquis démocratique des étudiants; un moment d'expression sanctionné par une représentation étudiante dans toutes les instances administratives. Le jour les élections dans une fac ou une UFR, c'est l'occasion de s'exprimer, d'un geste simple, à des centaines ou des milliers de voix, tous ensemble et au même moment. Quel atout pour se défendre, pour donner écho et répondant à nos revendications ! Et quelle force quand des étudiants peuvent y présenter des listes bien à eux, porteuses de leurs propres exigences, récupérables par personne.

Justement, tes colères, tes propositions pour changer les choses, note les ici, fais en part aux autres étudiants, aux copains de l'UNEF que tu connais.

VOILA CE QUI NE VA PAS



Des listes "UNEF - Tous unis pour nous défendre" qui rassemblent de plus en plus de voix, cela ne donne-t-il pas du poids à nos revendications ?

Le ministère en a conscience, il n'y a qu'à regarder l'acharnement dont il fait preuve pour banaliser et dévoyer les élections, pour pousser les étudiants à l'abstention, notamment en réduisant considérablement les lieux de vote, comme ce fut le cas lors des élections au CROUS et la durée des votes.

Oui vraiment, les élections sont un formidable acquis, un atout des étudiants pour s'exprimer.

■ **Se faire entendre, oui, mais sur quoi ?**

Sur quoi ? Sur tout. Sur tout, ce qui va mal ; faire entendre nos colères, nos idées, nos besoins, nos revendications !

Et, comme lors des luttes, personne n'a le droit de décider à la place de qui que ce soit des revendications à défendre. Pourquoi voler à l'ensemble des étudiants ce formidable acquis démocratique et les empêcher de décider eux-même de leurs revendications ?

La plate-forme revendicative doit pouvoir être constituée, dans chaque fac, par des centaines d'étudiants. Chacun doit pouvoir écrire, apporter sa pierre, dire ce qu'il pense de l'exigence des crédits d'urgence, de l'augmentation des bourses.

Pourquoi d'ailleurs, les cahiers de revendications, où s'exprime une richesse extraordinaire d'idées et d'expressions, ne seraient pas d'emblée un point de départ pour la rédaction de la plate-forme revendicative de la liste "UNEF - Tous unis pour nous défendre" ? A coup sûr, cela permettrait à des centaines d'étudiants de s'approprier cette plate-forme et de contribuer à la défendre en votant et en faisant voter pour leur liste.

■ **Quels candidats pour nous défendre ?**

Enfin, pour que la liste "UNEF - Tous unis pour nous défendre" soit pleinement la liste des étudiants, le choix des candidats eux-même doit être leur affaire. Si c'est ensemble qu'on est le mieux placé pour décider de nos revendications, c'est également ensemble qu'on est les meilleurs juges des candidats les mieux à même de nous défendre.

D'ailleurs, réfléchissons : a-t-on besoin d'élus d'étudiants à qui déléguer nos pouvoirs ou encore d'élus "fantoques" qui apparaissent au moment des élections et qu'on ne revoit jamais plus ; de notables qui discutent de tout avec l'administration dans le dos des étudiants ? Ou, au contraire, de représentants combatifs, soucieux de garder le lien avec nous, capables de venir nous informer dans un amphi ou un TD pour nous permettre de riposter, qui nous accompagnent en délégation, en rassemblement, de façon générale.

Listes	Résultat des élections au CROUS - 19 mars 91	
	% (évolution/ 89)	Sièges
UNEF	23,3% (+5%)	39 (+ 4)
Unef-ID	24,0% (-5,7%)	42 (-15)
UNI	14,1% (-1,8%)	25 (- 5)
CELF	5,4% (-3,9%)	6 (-10)
FAGE	7,9%	- -
DIVERS	26,2%	- -



L'UNEF PARTOUT A L'OFFENSIVE

A l'UNEF nous sommes des milliers ; des milliers à avoir fait le choix de s'organiser pour se défendre. Certains pour gagner leur place en fac, d'autres pour s'opposer à la mise en place des prêts bancaires ; d'autres encore pour un motif différent.

Toi même, tu as rejoint l'UNEF pour une raison qui t'est propre. A coup sûr, notre nombre et notre diversité sont une force considérable.

Ce syndicat, il n'appartient qu'à nous. A nous de l'utiliser pour nous défendre, à nous de l'améliorer quand il joue insuffisamment son rôle.

Son utilité, son fonctionnement, son expression, sa vie démocratique, ses dirigeants, sa force elle-même, tout cela, c'est ton affaire. Eh ! bien, justement, quel est ton avis, à toi ?

1 - UN SYNDICAT UTILE À TOUS

Et d'abord, l'UNEF t'est-elle utile ?

Tu l'as rejoint pour obtenir une inscription ? Est-ce que l'UNEF t'a aidé en cela ?

Tu l'as rejoint pour gagner une bourse d'étude ? Où en est-on de la mise en place du Bureau de Lutte pour l'Obtention d'une Bourse ?

Tu as adhéré à l'UNEF parce que c'est insupportable, tous ces cours surchargés ? Est-ce que ça t'a permis de te battre pour obtenir leur dédoublement ?

Pour être utile à tous, un syndicat a d'abord besoin d'être utile à ceux qui le rejoignent, à chacun d'eux. C'est bien le moins qu'on puisse en attendre.

Et si depuis son dernier congrès, l'UNEF a gagné en combativité, en promptitude à réagir aux injustices, sans doute y a-t-il beaucoup à faire encore pour que chacun y trouve sa place et son utilité.

2 - A CHAQUE ADHÉRENT, SON ASSOCIATION UNEF

En définitive, l'utilité d'être syndiqué, c'est de ne pas être seul, c'est d'être organisé ; chacun a ainsi droit à être en contact avec d'autres adhérents, qui partagent les mêmes préoccupations, qui se

heurtenant aux mêmes problèmes, qui ont la même envie d'agir.

Où, sinon dans la même filière, voire dans un même amphithéâtre, a-t-on le plus de chances de rencontrer des étudiants confrontés aux mêmes situations ?

Où a-t-on le plus de facilité pour se voir, discuter, décider, engager une action, sinon dans une même filière, dans un même amphithéâtre ?

Avoir une association UNEF pour sa filière, ou pour son amphithéâtre, c'est donc la meilleure garantie pour disposer d'un syndicat à l'écoute de tous les étudiants et en pleine capacité à réagir aux injustices.

Sans doute en as-tu fait l'expérience, il est rare que, lors d'une réunion d'association tout le monde soit présent. C'est ainsi : chacun d'entre nous n'est pas toujours disponible au même moment.

Et puis le lieu de la réunion, sa durée, son horaire, ne sont pas toujours choisis avec le meilleur soin ; souvent même, elle est convoquée "à la va-vite", sans que chacun ait été sollicité ; quel dommage ! La réunion d'association, c'est ce qui est le plus important pour la vie de l'UNEF : c'est un moment privilégié pour l'échange d'informations, d'expériences. Il n'y a pas un meilleur endroit pour décider des actions à engager, car nulle part ailleurs on ne peut prendre mieux la mesure de ce qui est le plus urgent à combattre ou à résoudre.

Ca veut dire qu'il faut vraiment y laisser la parole à chacun, veiller à ce qu'à chaque fois une décision au moins soit prise, accompagnée d'une "répartition des tâches", sans timidité ou peur de se tromper : l'audace, la créativité et la combativité, c'est ce qui convient le mieux au développement des luttes.

3 - BESOIN D'UNE VIE DÉMOCRATIQUE INTENSE

Ainsi, intensifier la vie démocratique de l'UNEF, c'est une condition incontournable pour que l'intervention, l'expression, l'activité de l'UNEF soient notre affaire à tous.

Evidemment, il ne suffit pas, simplement parce qu'on aurait rejoint l'UNEF, d'être porteur d'arguments, d'idées, de proposition d'actions, pour que cela se concrétise. La condition, c'est d'être partie prenante de la vie de l'UNEF, d'y avoir sa place, d'y compter pour un, quelque soit la disponibilité que l'on a à consacrer à son syndicat, que l'on puisse participer ou non à sa réunion d'association.

Dans l'UNEF, nous sommes tous très différents les uns des autres : nous ne faisons pas les mêmes études, ne pratiquons pas les mêmes loisirs, nous n'avons pas non plus ni les mêmes opinions ni la même sensibilité. Mais cette diversité est un atout. C'est une chance pour rassembler les étudiants en tenant compte de leur diversité.

Ces liens, que chacun d'entre nous entretient avec dix, vingt étu-

Et ta réunion d'association, à quel moment voudrais-tu qu'elle se tienne, quel jour de la semaine, à quelle heure ? Que voudrais-tu qu'on y discute ?

POUR RÉUNIR MON ASSOCIATION, VOILA CE QUI EST LE MIEUX POUR MOI

L'UNEF, t'est-elle utile ?
A ton avis, que manque-t-il, ou que faudrait-il changer pour que tu disposes d'un syndicat vraiment à toi, qui t'aide quand tu en as besoin ?

dians, rien ne peut les remplacer. Ils sont notre richesse, notre force

A ce propos, le souci de faire participer tout le monde, de ne laisser personne sur la touche, est-il toujours celui qui domine ? Toi-même, as-tu le sentiment d'être sollicité, suffisamment écouté ? Comptes-tu vraiment pour un dans ton syndicat ?

C'est important, parce que la rédaction d'un tract sur le problème d'un amphi, d'une filière, l'écriture d'une pétition... ce ne peut être simplement l'affaire de quelques uns, faute de quoi, les solutions de facilité, la délégation de pouvoir reprennent le dessus et c'est un frein pour la riposte.

La condition de la démocratie, fait aussi de disposer des moyens financiers nécessaires à la vie et à l'expression de l'UNEF. Sans argent : ni convocation, ni tract, ni affiche... Le paiement par chèque adhérent de sa cotisation, la participation du plus grand nombre d'étudiants aux collectes financières, c'est irremplaçable et c'est l'affaire de tous

4 - DES RESPONSABLES SENSIBLES ET COMBATIFS

Naturellement, cette vie démocratique exclut donc de fait les pratiques autoritaires

A l'UNEF, il n'y a pas de chef, chacun est responsable de ce qui se décide et de ce qui se fait.

Pour autant, s'assurer que chacun soit contacté, que la date pour la réunion convient à tout le monde, ou encore que les décisions prises collectivement seront mises en oeuvre, cela nécessite que des copains en aient plus particulièrement la responsabilité.

Ceux à qui l'on propose cette responsabilité en les élisant ont pour rôle d'animer, d'impulser la vie de l'association pour permettre à toujours plus d'adhérents de participer.

Des responsables proches des étudiants, sensibles aux injustices, déterminés à les combattre, ouverts et rassembleurs. Voilà ce dont nous avons besoin, de l'association au Bureau National.

5 - LE RENFORCEMENT DE L'UNEF : L'AFFAIRE DE TOUS

Enfin, pour être plus efficace, il est vital que notre syndicat soit plus fort, donc qu'on y soit plus nombreux. Ça aussi, c'est l'affaire de tous.

Etre syndiqué, c'est simplement ne pas rester isolé, se rassem-

pour aller à la rencontre des étudiants de nos amphis, de nos TD et leur proposer de rejoindre l'UNEF.

En effet, réfléchissons : se donne-t-on vraiment les moyens de riposter aux mauvais coups si l'on reste à quelques uns ?

Proposer l'adhésion, n'est-ce pas le plus efficace quand il s'agit de s'organiser pour se défendre ? Pour gagner de meilleures conditions d'études ?

Si chacun a sa place dans l'UNEF, alors quoi de plus normal que de proposer aux étudiants de prendre cette place qui est la leur.

On nous demande quelques fois : "Est-ce que rejoindre l'UNEF ne conduit pas à perdre sa liberté de penser et d'action ?" C'est tout le contraire, puisque c'est se donner un moyen efficace pour se défendre. Et puis dans l'UNEF c'est notre diversité qui fait la richesse de notre syndicat

Cet outil que nous nous sommes donné a donc la vocation de devenir celui de dizaines d'autres étudiants que nous connaissons. Qu'ils se l'approprient, qu'on y soit toujours plus nombreux, alors nous serons plus forts pour riposter et conquérir des droits nouveaux





Union Nationale des Etudiants de France
52, rue Edouard Pailleron 75019 PARIS
Tél : (1) 42 45 84 84

Prix : 4F